

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

AXA PENSION

Société d'Investissement à Capital Variable à compartiments
ayant la forme de société anonyme
Siège Social : Tour Majunga - La Défense 9
6, place de la Pyramide - 92800 Puteaux
524 895 620 RCS Nanterre

Avis de Convocation

MM. les actionnaires sont convoqués pour le **26 février 2024 à 15 heures**, à l'effet de se réunir en assemblée générale extraordinaire au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur le projet de fusion par absorption du compartiment AXA PENSION – 2024-2026 par le compartiment AXA PENSION – ZEN,
- Examen du projet de fusion par absorption du compartiment AXA PENSION – 2024-2026 par le compartiment AXA PENSION – ZEN sur la base de la simulation chiffrée établie au 12 septembre 2023 et approbation du principe de l'opération,
- Fixation de la date de réalisation de la fusion,
- Délégation de pouvoirs conférée au conseil d'administration pour évaluer l'actif net apporté, déterminer les parités d'échange et constater la réalisation de la fusion.

Le texte suivant des résolutions sera soumis à l'approbation des actionnaires :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance :

- du rapport du conseil d'administration,
- du rapport du commissaire aux comptes,
- du projet de traité de fusion signé en date du 8 janvier 2024 des compartiments AXA PENSION – 2024-2026 et AXA PENSION – ZEN, compartiments de la SICAV AXA PENSION, aux termes duquel le compartiment AXA PENSION – 2024-2026 ferait apport à titre de fusion de la totalité de son patrimoine au compartiment AXA PENSION – ZEN,

approuve :

- le traité de fusion des compartiments AXA PENSION – 2024-2026 et AXA PENSION – ZEN établi sur la base provisoire des comptes arrêtés au 12 septembre 2023,
- les apports à titre de fusion effectués par le compartiment AXA PENSION – 2024-2026 et l'évaluation qui en est faite sur la base provisoire des comptes arrêtés au 12 septembre 2023,
- la fixation provisoire de la rémunération de ces apports, selon un rapport d'échange au 12 septembre 2023, telle que prévue dans ledit traité :
 - 1,36007497 action de capitalisation du compartiment AXA PENSION - ZEN catégorie « I » pour 1 action du compartiment AXA PENSION – 2024-2026 de la catégorie « I » ;
 - 1,10399838 actions de capitalisation du compartiment AXA PENSION - ZEN catégorie « R » pour une action du compartiment AXA PENSION - 2024-2026 de la catégorie « R » destinée à « Tous souscripteurs » ;
 - 1,46526655 actions de capitalisation du compartiment AXA PENSION - ZEN catégorie « R » pour une action du compartiment AXA PENSION - 2024-2026 de la catégorie « I ».
- étant précisé que les actions des compartiments AXA PENSION – 2024-2026 et AXA PENSION - ZEN sont divisibles jusqu'en dix – millièmes, l'opération engendrera une soulte totale en espèces très réduite, voire inexistante, qui sera comptablement abandonnée.
- les conditions et modalités de l'opération de fusion telles que prévues audit traité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide, comme conséquence de la résolution précédente, de fixer au 4 mars 2024 la date de réalisation effective de la fusion sur la base des valeurs liquidatives arrêtées au 29 février 2024.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration pour procéder, sous le contrôle du commissaire aux comptes :

- à l'évaluation des actifs au 29 février 2024,
- à la détermination des parités d'échange à la date précitée, selon les modalités stipulées dans le traité de fusion,
- d'émettre, le jour de la réalisation de l'opération de fusion par voie d'absorption, le nombre d'actions et/ou de fractions d'actions de capitalisation du Compartiment AXA PENSION - ZEN, de l'une et de l'autre catégorie d'actions (catégories « I » et « R »), destinées à être remises aux actionnaires, souscripteurs d'actions et/ou de fractions d'actions de capitalisation du compartiment AXA PENSION - 2024-2026 en rémunération de leur apport. Elles porteront jouissance à compter du jour de leur émission,
- de constater la réalisation de l'opération de fusion et, en conséquence, la dissolution de plein droit du Compartiment AXA PENSION – 2024-2026,
- et, généralement, de faire le nécessaire pour la réalisation de l'opération.

Tout actionnaire quel que soit le nombre d'actions qu'il possède a le droit de participer à cette assemblée, de s'y faire représenter par un actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un Pacte Civil de Solidarité ou d'y voter par correspondance.

Le droit de participer pour tout actionnaire à l'assemblée ou de s'y faire représenter est subordonné à l'inscription en compte de ses titres soit en son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Les actionnaires désirant voter par correspondance peuvent se procurer le formulaire de vote auprès des guichets de Uptevia, Service Assemblées Générales, Cœur Défense, 110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex ; la demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et parvenir à l'adresse précitée six jours au moins avant la date de la réunion. Les votes par correspondance ne seront pris en compte qu'à la condition de parvenir à Uptevia deux jours au moins avant la date de l'assemblée, accompagnés, le cas échéant, d'une attestation établie par le dépositaire de ces actions justifiant de leur inscription en compte.

L'actionnaire ayant voté par correspondance n'aura plus la possibilité de participer directement à l'assemblée ou de s'y faire représenter en vertu d'un pouvoir.

Il n'est pas prévu de vote à l'assemblée par des moyens électroniques ; en conséquence, aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION